Bernd Rabehl, ancien professeur de sociologie, animateur de la contestation étudiante autour de Rudy Dutschke en 1967-68, nous transmet ses réflexions vingt ans après la chute du Mur et la mort de la RDA. Pour lui, ces vingt années ont fait disparaître les valeurs authentiquement allemandes.

Q.: Professeur Rabehl, il y a vingt ans, le Mur de Berlin tombait. Quelles mutations l'Allemagne a-t-elle connue depuis lors?

BR: L'Allemagne s'est transformée à grande vitesse! D'abord, la "RDA" a été totalement démantelée; son industrie, dans une large mesure, a été délibérément détruite, ce qui a fait naître des zones dés-industrialisées en Allemagne. Ensuite, un tiers de sa population, surtout les diplômés universitaires et la main-d'oeuvre qualifiée, a quitté les nouveaux Länder de l'Est pour ceux de l'Ouest ou, même, pour les Etats-Unis ou l'Australie. Certes, on doit aussi dire qu'une petite part de cette industrie s'est maintenue et développée mais, quoi qu'il en soit, on ne peut pas parler d'une parité entre les nouveaux Länder de l'Est et les anciens Länder de l'Ouest.

Q.: Quel héritage l'ancienne "RDA" a-t-elle finalement apporté à la République Fédérale après la réunification?

BR: Votre question est intéressante parce que la politique de la SED (ndt: le parti du pouvoir en RDA, rassemblant les partis communiste et socialiste) se référait toujours à des traditions allemandes et surtout à des traditions prussiennes. Dans cette optique, la politique de la RDA restait dans le cadre de la tradition politique allemande, alors que l'Allemagne de l'Ouest s'en était détachée depuis longtemps.

Q.: Si l'Allemagne de l'Ouest s'était détachée de l'ancienne tradition, l'unité allemande, qui résulte du processus de réunification, peut-elle être considérée, en quelque sorte, comme un "accident de l'histoire"?

BR: Les partis politiques de l'Allemagne de l'Ouest ne voulaient pas la réunification, et Helmut Kohl non plus, parce que la CDU (ndt: le puissant parti démocrate-chrétien) partait du principe qu'il devait y avoir désormais deux Etats allemands. Ensuite, personne, à l'Ouest, n'avait imaginé que la RDA pouvait subitement s'effondrer: on avait donc admis, comme fait acquis, cette dualité étatique allemande et, qui plus est, on ne voulait plus rien avoir à faire

avec l'ancienne Allemagne, avec la tradition politique allemande. C'est l'Union Soviétique qui a mis en branle le processus de la réunification allemande, parce que l'Europe de l'Est toute entière menaçait de s'écrouler. Dans ce contexte, les élites du KGB, qui entouraient Gorbatchev, savaient que cela pouvait entraîner une révolution ou même une guerre parce que l'Armée Rouge et ses généraux n'étaiernt pas prêts à assumer l'effondrement de leur appareil militaire et de leur Etat. Voilà pourquoi on a préparé l'affaire à Moscou deux ou trois ans auparavant et mis tout en oeuvre pour que la réunification ait lieu de manière pacifique: Kohl a donc reçu entre les mains une réunification clef sur porte. Le président américain de l'époque, Bush Senior, et Gorbatchev ont donc négocié entre eux la réunification et ont dit ensuite à l'Allemand Kohl: "Tu peux y aller, la réunification est possible". Et lorsque les grandes manifestations de Leipzig, Berlin-Est et Rostock ont eu lieu, il était clair que la RDA ne pouvait plus se maintenir parce que les Russes n'étaient plus prêts à la soutenir en tant qu'Etat.

Q: Dans quelle mesure, ce que vous appelez en Allemagne le "consensus antifasciste de base" ("Antifaschistischer Grundkonsens"), qui était l'idéologie fondatrice de la RDA, est-il devenu après la réunification un dogme politique général, y compris dans les anciens Länder de l'Ouest?

BR: L'antifascisme en RDA désignait l'ennemi, tous les ennemis. Etaient considérés comme "fascistes", tous ceux qui n'adhéraient pas au système. Parmi eux, il y avait des sociaux-démocrates, des libéraux, des gauchistes et bien entendu des conservateurs et des réactionnaires. Le "fascisme", ainsi entendu, était un concept de lutte, extensible à l'infini, tout comme l'antifascisme d'ailleurs. Au moment où la République Fédérale a perdu son ennemie la RDA, il s'est opéré un glissement: en RFA, c'était auparavant le contraire, ce n'était pas le fascisme que l'on désignait comme ennemi principal, c'était le communisme, c'était lui le grand ennemi et c'était la subversion communiste qu'il fallait combattre. Le support étatique allemand du communisme allemand a donc disparu et, par voie de conséquence, l'antifascisme a été repris et utilisé dans l'Allemagne réunifiée, cette fois contre la tradition politique nationale, contre ce qu'il restait de la "prussianité", contre toutes les volontés de changement, contre tous ceux qui récriminent contre les empiètements de l'Union Européenne, etc. Dans ce contexte, il est significatif de constater que les partis d'Allemagne de l'Ouest, bien avant 1990, et sur le modèle américain, ont mis en avant les droits de l'homme et les "libertés" individuelles et n'ont plus mis l'accent sur l'importance de maintenir intactes les assises de la culture allemande, de la langue allemande, des valeurs spécifiquement allemandes et surtout ont abandonné progressivement toutes les traditions politiques et étatiques allemandes.

Q.: Si les valeurs allemandes n'ont plus aucune importance, que célèbre-t-on alors en République Fédérale réunifiée?

BR: Dans le fond, ce que l'on célèbre, ce dont on se réjouit, c'est du fait qu'il n'y a pas eu de révolutions, ni à l'Est ni à l'Ouest. A l'Est, les gens sont descendus dans les rues et ont hurlé "Nous sommes un seul peuple!", mais on les a amadoués par une réforme monétaire et par des oboles de quelques centaines de marks données gratuitement pour leur souhaiter la

bienvenue à l'Ouest. C'est ainsi qu'ils ont perdu leur identité politique. Aussi parce qu'ils étaient très faiblement organisés auparavant et parce qu'il n'y avait aucune continuité pour leurs protestations dans l'opposition. Ce que l'on célèbre, maintenant, vingt ans après, c'est le fait que la Constitution, la Loi Fondamentale, et les structures de la République Fédérale ont été implantées sans peine dans les provinces qui formaient la RDA. Et c'est ainsi qu'il n'est rien resté de la RDA. Donc, dans le fonds, ce que l'on célèbre, c'est l'américanisation totale de toutes les Allemagnes.

Q.: N'est-il pas remarquable que vingt ans après la chute du Mur de Berlin, le Traité de Lisbonne consacre la "dés-étatisation" de l'Allemagne et des autres Etats membres de l'UE?

BR: On "dés-étatise" effectivement tous les Etats nationaux et donc aussi l'Etat allemand. L'UE acquiert dans ce processus une souveraineté supra-étatique et devient ainsi un "Super-Etat". Mais l'Europe n'en devient pas pour autant une grande puissance: elle ne le peut parce qu'elle est liée aux Etats-Unis, par les traités qui régissent l'OTAN et par les accords en matière de sécurité. On a certes fait quelques timides efforts pour accéder au statut de grande puissance mais, au début de l'année 2003, les Etats-Unis sont intevenus pour enrayer le processus et ont bien fait comprendre aux Européens que les Etats-Unis seuls, ou éventuellement l'ONU, décidaient de la guerre ou de la paix, tant et si bien que le "Super-Etat" européen n'avait pas à trancher dans cette question ô combien cruciale. Or tout Etat qui ne peut décider par lui-même de la guerre ou de la paix n'est pas un Etat souverain!

Q.: Quelles forces se profilent-elles derrière cette évolution, quelles forces poussent-elles en avant la "dés-étatisation" des Etats nationaux européens?

BR: Indubitablement, ce sont les Etats-Unis qui, depuis 1945, cherchent systématiquement à imposer à l'Europe leur propre système politique. Lorsque l'on songe aux partis, alors nous constatons que ne gouvernent généralement que deux partis, soit par le biais d'une coalition, comme en Allemagne, soit par alternance comme aux Etats-Unis, où c'est tantôt l'un tantôt l'autre parti qui fournit le président. Ce système politique, que je qualifie de "libéralisme matériel", a pris pied en Allemagne. Dans le passé, l'Etat primait toujours: ce furent tour à tour l'Etat monarchiste ou l'Etat de l'administration ou de la fonction publique indépendantes, qui s'opposèrent à l'Etat partitocratique, à l'Etat perverti par les machines politiciennes et partisanes. Après 1945, l'Etat est devenu le jouet des intérêts politiciens et partisans. Comme on le dit vulgairement aujourd'hui, l'Etat a dégénéré en une "auberge" sans structure, où les intérêts partisans cherchent à glaner le maximum de prébendes et d'avantages. Et cela, c'est typiquement américain.

Q.: A quoi l'Allemagne va-t-elle ressembler d'ici vingt ans, à votre avis, le jour où l'on fêtera les quarante ans de la chute du Mur?

BR: Cela dépendra des conséquences qu'aura, dans la vie politique de la nation, la sélection à rebours que systématisent nos pseudo-élites, une sélection négative que favorisent les partis et qui produit un personnel politique toujours plus médiocre. Si la corruption s'impose

partout, si les intérêts privés des groupes et des lobbies finissent par dominer à l'intérieur des partis et de la machine étatique elle-même, alors nous sombrerons dans la paralysie politique. L'Etat et les gouvernements seront dans l'incapacité d'agir, situation dont nous percevons déjà les signes avant-coureurs, une involution que nous apercevions déjà du temps de Kohl, qui est visible chez Merkel. Tout gouvernement affecté d'une telle paralysie, qui élude les problèmes ou qui réagit différemment selon les situations, se révélera incapable de maîtriser les crises qui surviendront; par conséquent, de tels gouvernements ne pourront pas résoudre les conflits sociaux ni éliminer ni piloter les contradictions au sein de la société. J'oserais alors affirmer que les peuples et les nations d'Europe, à un certain moment, entreront en résistance, que les classes sociales, que je n'exclus pas du processus d'insurrection potentiel, se dresseront elles aussi contre cette inaction fatale, parce que tous diront, tout simplement, "ça ne va plus, ça ne peut plus continuer ainsi!". Si Angela Merkel ne trouve aucune solution pour Opel, les ouvriers risquent bien de descendre dans la rue, de taper sur la table et d'exiger que l'on trouve des solutions. Et quand les autres nations d'Europe, à leur tour, se sentiront grugées, alors, elles aussi, entreront en résistance.

Propos recueillis par Bernhard Tomaschitz pour l'hebdomadaire viennois "zur Zeit", n°46/2009; trad. franç.: Robert Steuckers – Euro-Synergies.